



**Labyrinthe**

**9 | 2001**  
**Numéro 9**

---

## Quelle agriculture pour les espaces périurbains ?

L'exemple de la Côte de Beaupré au Québec

**Matthieu Bacchialoni**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/933>

DOI : 10.4000/labyrinthe.933

ISSN : 1950-6031

### Éditeur

Hermann

### Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2001

Pagination : 79-90

### Référence électronique

Matthieu Bacchialoni, « Quelle agriculture pour les espaces périurbains ? », *Labyrinthe* [En ligne], 9 | 2001, mis en ligne le 10 juillet 2005, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/933> ; DOI : 10.4000/labyrinthe.933

---

Ce document a été généré automatiquement le 4 mai 2019.

Propriété intellectuelle

---

# Quelle agriculture pour les espaces périurbains ?

L'exemple de la Côte de Beaupré au Québec

Matthieu Bacchialoni

---

- 1 Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'agriculture a connu une véritable révolution. La mécanisation des travaux agricoles ainsi que l'utilisation de fertilisants et de pesticides chimiques améliorent largement l'efficacité des producteurs. Les grandes régions se spécialisent et créent de véritables bassins de production. Ainsi, le Bassin Parisien devient essentiellement producteur de céréales et la Bretagne un bassin d'élevage. Cette évolution a produit deux effets sur l'aménagement du territoire : la diminution de la population agricole et l'augmentation des transports d'un bassin de production à un autre, la région parisienne ayant toujours besoin de viande et la Bretagne de céréales, ingrédient de base pour produire du pain et pour équilibrer la ration alimentaire des animaux. Les ouvriers agricoles au chômage se sont tournés vers la ville : c'est l'exode rural. L'augmentation des transports a favorisé l'élargissement et la multiplication des voies de communication.
- 2 Pour loger ces nouveaux citadins et construire de nouvelles routes, on a besoin d'espace. Or, l'espace disponible pour l'urbanisation c'est l'espace agricole. Ce phénomène de grignotage des terres agricoles s'est amplifié dans les années 1970 avec la construction de zones aéroportuaires, pavillonnaires, industrielles ou même récréatives comme les grands parcs d'attraction. C'est l'apparition de nouvelles banlieues où les frontières entre la ville et la campagne s'estompent et se chevauchent. Ce n'est plus tout à fait la ville ni plus vraiment la campagne : ce sont des zones *périurbaines*. Celles-ci se sont peu à peu organisées de manière spontanée, suite à des projets privés d'urbanisation, mais sans cohérence d'ensemble. Une question se pose alors : faut-il laisser ces espaces évoluer de manière spontanée, ou imaginer une régulation d'ensemble des dynamiques des territoires qui maintienne des espaces agricoles ? Et plus précisément : Quelles sont les demandes sociales concernant l'agriculture ? Qui sont les exploitants agricoles de ces

zones ? Comment envisagent-ils l'évolution de leur exploitation ? Quelles propositions de régulation peut-on imaginer ?

- 3 Les grandes idéologies caractérisent globalement les missions que la société nord-américaine<sup>1</sup>, dans sa diversité, assigne à l'agriculture. On distingue ainsi les *ressourcistes* qui s'intéressent à l'agriculture nourricière : ils s'inquiètent de la baisse de la capacité des sols à produire face à l'augmentation de la population induisant une augmentation de la demande en denrées alimentaires. Les *écologistes* voient en l'agriculture un espace de nature qui préserve la biodiversité, ce qui implique des pratiques agricoles environnementalement acceptables. Les *agrariens progressifs* ont une vision plus productiviste : l'espace agricole est le support d'une activité économique rentable, qui participe à la prospérité de la nation et qui crée des emplois. À l'opposé, les *agrariens romantiques* fondent leur idéologie sur la nostalgie des communautés rurales et des pratiques agricoles traditionnelles. Selon eux, l'espace agricole redonne au citoyen le sens du territoire et du temps rural, il offre un cadre de vie, un espace de loisir et de sociabilité permettant à chacun de *se récréer* ou de *se re-crée*<sup>2</sup>. Enfin, pour les *agro-urbanistes*, l'agriculture doit être considérée comme une infrastructure urbaine : elle apparaît comme une solution à la gestion des eaux usées et des déchets urbains, et occupe des coupures d'urbanisation, ce qui aère le tissu urbain en y maintenant un espace ouvert et entretenu<sup>3</sup>. Ces différents courants de pensée se retrouvent dans la politique française sous le concept de *multifonctionnalité* de l'agriculture, pilier de la Loi d'Orientation Agricole du 8 novembre 1999.
- 4 L'analyse de ces différentes idéologies montre que les missions attribuées à l'agriculture sont très différentes et parfois contradictoires : production intensive, maintien de la biodiversité, maintien des traditions, maintien d'un paysage ouvert et recyclage des déchets urbains. Toutefois, elles semblent s'accorder sur la nécessaire préservation des espaces agricoles. Elles s'opposent ainsi à la volonté de promoteurs privés qui considèrent l'espace agricole comme une réserve foncière qui apportera une plus-value lors de son lotissement. La question qui se pose maintenant est de savoir comment gérer les espaces agricoles par rapport à la ville : faut-il cloisonner ces deux espaces ou tenter de les réconcilier ?
- 5 Face aux conflits d'intérêts entre promoteurs immobiliers et protecteurs de l'espace agricole périurbain, plusieurs gouvernements d'Europe et d'Amérique du Nord adoptèrent des réglementations et des outils de gestion du territoire.
- 6 En France, l'exemple de la région parisienne témoigne de l'évolution de la politique d'aménagement. En 1965 émerge la volonté d'endiguer l'étalement urbain de l'agglomération parisienne. Elle se concrétise par la création de cinq villes nouvelles<sup>4</sup> dans un rayon de vingt à quarante-cinq kilomètres de Paris. Cette création s'effectue à partir d'un document d'urbanisme : le Schéma Directeur de l'Aménagement et de l'Urbanisme. Mais cette politique ne suffit pas : en 1976, les espaces à majorité agricole situés dans le même rayon que les Villes Nouvelles sont classés en Zone Naturelles d'Équilibre (Z.N.E.) ayant notamment pour fonction la protection du patrimoine et la dynamisation de l'agriculture. Ces Z.N.E. deviendront pour la plupart des Parcs Naturels Régionaux (P.N.R.)<sup>5</sup>. La politique des Z.N.E. visait à séparer clairement la ville et la campagne.
- 7 En 1994, le nouveau Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme parle de Ceinture Verte et d'agriculture de proximité. Ce dernier terme, s'il reste flou, semble néanmoins casser cette barrière et invite au rapprochement entre citoyens et agriculture.



### « Citrouille périurbaine »

Octobre 1998, Montréal, Jardin botanique. Concours de citrouille peinte avec la collaboration de l'UPA. Cette photo illustre naïvement le concept de séparation brutale des espaces urbains et ruraux. Peut-on vraiment imaginer qu'à la marge de ces deux espaces il n'existe pas une zone de contact, véritable mosaïque où se mêlent des activités urbaines et agricoles ?

- 8 Au Québec, la politique de protection de l'espace agricole s'est traduite, en 1978, par la Loi sur la Protection du Territoire Agricole. Après harmonisation avec la Loi sur l'Aménagement et l'Urbanisme et celle de la qualité de l'environnement, elle est devenue, en 1997, la Loi sur la Protection du Territoire et des Activités Agricoles. La gestion des espaces agricoles et urbains est ainsi harmonisée et décentralisée, mais une volonté de bien séparer ces deux espaces persiste. On note ainsi une volonté politique de perpétuer l'agriculture en zone périurbaine. Mais concrètement, qu'en est-il au niveau local ? Prenons l'exemple de la banlieue est de Québec : la Côte de Beaupré. Qu'en est-il de l'application de la politique de protection du territoire ? À quelles conditions l'agriculture y est-elle soumise ?
- 9 La Municipalité Régionale de Comté<sup>6</sup> de la Côte de Beaupré se caractérise à la fois par sa situation périurbaine et par un relief en escalier : plusieurs plateaux se succèdent parallèlement au lit du fleuve Saint-Laurent. Plus des quatre cinquièmes de son espace sont occupés par la forêt. L'espace restant représente 4 500 hectares, localisés le long du fleuve, et est utilisé à des fins urbaines (21 %), agricoles (63 %) ou laissé en friche (16 %). La présence de friches révèle les limites de la politique de protection du territoire agricole. En effet, ces friches correspondent bien à un espace agricole conservé mais où l'exploitation agricole n'est plus possible. Ces espaces seront peu à peu déclassés et rendus constructibles. Pourtant, sur le plan agronomique, la qualité et la variété des sols, le microclimat et l'exposition sud-est permettent des productions diverses, pourvu qu'elles aient un cycle de végétation court et une certaine rusticité. La forme du parcellaire en longues bandes perpendiculaires aux courbes de niveau et le relief occasionnellement abrupt limitent parfois la mécanisation. La densité du réseau hydrographique facilite l'irrigation mais peut nécessiter ponctuellement des aménagements de drainage. Dans un tel milieu physique, les indicateurs de Statistiques du Canada soulignent le faible dynamisme de l'activité agricole par rapport à l'activité du Québec : baisse du nombre d'exploitations, vieillissement de la population agricole, faible

rendement du capital. Pourtant, on observe une augmentation des revenus agricoles. Cette contradiction apparente ne cacherait-elle pas une multipolarisation des exploitations agricoles, avec des objectifs et des moyens différents ?

- 10 À cette question, Bryant et Johnston<sup>7</sup> ont déjà apporté des éléments de réponses lors d'enquêtes en région parisienne et dans la banlieue de Montréal. Leurs conclusions tendent à nuancer largement la vision simpliste qui consiste à voir l'agriculture périurbaine comme une agriculture atteinte de dégénérescence et montrent une réalité plus complexe et plus positive. Tout d'abord, l'agriculture périurbaine, au même titre que l'agriculture classique, est sous l'influence globale des évolutions techniques<sup>8</sup>, d'une baisse des prix liée à la concurrence internationale, aux changements politiques et institutionnels<sup>9</sup> ainsi qu'aux changements dans la demande des consommateurs. Elle subit également des contraintes attachées à la proximité de la ville. Les terres agricoles font l'objet de spéculations foncières : leur valeur sur le marché foncier n'est plus en rapport avec leur potentiel agricole mais avec leur potentiel d'urbanisation. La fonctionnalité des parcelles est diminuée du fait de leur morcellement ou des difficultés d'accès : le tracteur doit traverser une route nationale ou emprunter un échangeur autoroutier... À ces contraintes s'ajoutent les nuisances urbaines telles que le vol de produits, de matériels, le rodéo automobile ou encore les dépôts d'ordures dans les champs. Malgré cela, la proximité de la ville offre l'avantage d'un bassin de consommateurs permettant la vente directe. De plus, la ville offre des possibilités de travail hors de l'exploitation, notamment pour l'épouse de l'agriculteur. Ces nouvelles contraintes et opportunités ont provoqué une plus grande hétérogénéité des systèmes de production en milieu périurbain par rapport au milieu rural. On observe notamment une plus grande diversité dans la spécialisation des exploitations, dans la structure socio-économique<sup>10</sup>, dans les filières de commercialisation, et un plus grand développement du marketing direct.
- 11 Les conclusions de Bryant et Johnston serviront d'hypothèses de travail à l'analyse des exploitations agricoles de la partie ouest de la Côte de Beaupré, la zone la plus touchée par le phénomène de périurbanisation. La méthode retenue pour vérifier ces hypothèses consiste à réaliser une typologie de fonctionnement et d'évolution<sup>11</sup> de ces exploitations. L'étude du fonctionnement d'une exploitation s'effectue par une approche systémique : la situation observée est appréhendée comme la résultante de diverses prises de décision de l'agriculteur pour atteindre ses objectifs dans un environnement associant des contraintes et des atouts. Le principe de la typologie réside dans l'agrégation en un type d'exploitations qui présentent des caractéristiques communes.
- 12 L'élaboration de la typologie montre une grande diversité de fonctionnement des exploitations de la zone d'étude : pour soixante exploitations, on distingue neuf types de fonctionnement. Toutefois, ces différents types peuvent être regroupés en quatre grandes catégories selon le mode de commercialisation, le poids de l'activité agricole dans le revenu familial et la pérennité de l'exploitation.
- 13 Ainsi, la catégorie *Agriculture de marché contingenté et stabilisé* comprend les exploitations dont la production principale est l'élevage laitier ou l'élevage de bovins pour la viande. Ce sont des productions dont la commercialisation est organisée à l'échelle nationale par des contingents et des prix planchers. La catégorie *Agriculture de marché de libre-échange* rassemble des maraîchers et apiculteurs qui commercialisent eux-mêmes leurs productions. La catégorie *Agriculture à temps partiel* regroupe des individus qui pratiquent l'activité agricole afin de dégager un revenu complémentaire, de préserver le patrimoine familial ou simplement comme un loisir, une activité d'agrément. Enfin on a distingué la

catégorie *Agriculture en déclin* où, en l'absence de relève familiale, l'exploitant vieillissant diminue son activité. Les facteurs d'évolution de ces grandes catégories sont également très divers. Les éleveurs sont inquiets de la libéralisation des échanges mondiaux parce qu'elle remet en cause la garantie des revenus dont ils jouissaient. Par ailleurs, ils connaissent des problèmes de voisinage liés aux odeurs dégagées par l'élevage, et des problèmes d'accès au foncier : le prix des terres apparaît inabordable. Certains obtiennent une location annuelle des terres du voisin. Les autres se diversifient en produisant du sirop d'érable, voire en accueillant des clients dans une cabane à sucre et en leur offrant une prestation agro-touristique (visite de l'érablière et dégustation de produits). D'autres deviennent même pluriactifs : l'hiver, les tracteurs équipés d'une lame deviennent de très bons engins de déneigement. La vente de compost ou la pension de cheval sont également des signes d'adaptation au contexte périurbain. La catégorie des maraîchers valorise au mieux la proximité du marché urbain, bien que certains d'entre eux connaissent aussi des difficultés pour accéder à leurs parcelles et soient victimes de vols de produits et de matériels. Quelques-uns préfèrent même diminuer leur surface et installer des serres permettant une production plus précoce et plus intensive. Bien souvent, ils tentent de diversifier au maximum leurs productions et certains aménagent un point de vente à la ferme, un système d'autocueillette, voire une table d'hôte ou encore un écomusée. Les agriculteurs à temps partiel apparaissent bien souvent comme des farfelus parce qu'ils ne sont pas toujours issus du milieu agricole. Ils apportent pourtant des concepts nouveaux, par exemple un système de commercialisation fondé sur un contrat de livraison à domicile de produits biologiques.

- 14 Cette analyse tend à valider les hypothèses de travail issues des conclusions de Bryant et Johnston : l'agriculture en milieu périurbain connaît des évolutions plus complexes que le simple déclin. Celles-ci sont marquées par l'innovation et l'adaptation.
- 15 Au-delà de l'innovation et de l'adaptation, certaines contraintes et nuisances pourraient être atténuées par un projet de ville qui intègre l'agriculture dans son développement. C'est le concept d'*agriculture urbaine* imaginé par Donnadieu et Fleury<sup>12</sup>. D'après leur démarche, l'agriculteur est capable de gérer les espaces urbains : il peut apporter des produits et services qui correspondent aux nouvelles demandes urbaines d'ordre individuel ou collectif. Toutefois, l'agriculteur ne peut pas de son propre chef gérer cet espace urbain car cela ne correspond pas à sa logique de profit d'entreprise : il ne gèrera l'espace qu'en réponse à une commande explicite de la ville. D'un côté, la ville doit reconnaître l'utilité urbaine des exploitations agricoles à leur juste valeur et donc intégrer leur logique dans le processus d'urbanisation. En contrepartie, les agriculteurs doivent accepter le projet urbain : « Avec la Ville, l'agriculture peut soit n'avoir que des rapports de mitoyenneté, soit entretenir des rapports fonctionnels réciproques. Dans ce dernier cas, elle devient urbaine et c'est ensemble qu'espaces cultivés et espaces bâtis participent au processus d'urbanisation et forment le territoire de la Ville ».
- 16 À partir de ce concept, un projet d'agriculture urbaine peut être imaginé. Ce projet peut prendre la forme d'une charte qui serait l'aboutissement d'une concertation à l'échelle d'une commune entre les élus et les agriculteurs. Son objet porterait sur la pérennisation des exploitations agricoles.
- 17 Pour la zone étudiée précédemment, un tel projet se composerait de trois axes de propositions concernant les principaux facteurs limitant le développement des exploitations de la zone d'étude : la gestion des terres agricoles, le développement de nouvelles activités et la gestion de la relève.

- 18 Les difficultés concernant la valorisation des terres agricoles sont liées à la spéculation foncière et à la précarité des contrats de location. Elles se traduisent par la présence de terres en friche et une mauvaise gestion de la fertilité des sols. Afin de redonner confiance aux agriculteurs et leur permettre d'investir dans le foncier, il appartient aux pouvoirs publics de casser la spéculation par un schéma d'aménagement sans ambiguïté sur le classement des terres agricoles. Des mesures incitatives permettraient aux propriétaires de terres agricoles non exploitées de les louer à long terme, selon le statut du fermage par exemple. Par ailleurs, la mise en place d'un observatoire foncier permettrait d'identifier les parcelles non exploitées. Un système d'échanges de parcelles entre agriculteurs pourrait également permettre d'améliorer leur fonctionnalité. En dernier recours, lorsque les contraintes sont trop fortes pour rentabiliser l'exploitation agricole d'une parcelle, pourquoi ne pas envisager une convention d'entretien du paysage ? Contre rémunération par la collectivité, l'agriculteur serait tenu d'entretenir la parcelle.
- 19 Certains agriculteurs de la zone d'étude connaissent des problèmes de rentabilité et de concurrence. Pourtant, il existe également des systèmes de production (vente à la ferme, cueillette à la ferme, contractualisation de livraison aux particuliers) permettant d'investir pour augmenter la valeur ajoutée, notamment par la transformation (confitures, marinades). Dans l'optique de favoriser l'émergence d'autres systèmes rentables et différenciés, il serait pertinent d'inciter à la réalisation d'études de marchés et de micro-expérimentations de nouveaux produits. Par ailleurs, le renforcement des actions de marketing direct travaillant sur la symbolique qui accompagne les exploitations agricoles (les traditions, le savoir-vivre) augmenterait les parts de marché. Enfin, les activités de services telles que la pension de cheval, les visites de ferme apparaissent également comme de bons moyens de valoriser les infrastructures agricoles.
- 20 La question de la relève est primordiale lorsque l'on parle de pérennité de l'agriculture. La présence dans la zone d'étude d'agriculteurs âgés et sans relève familiale montre qu'à court terme, des outils de production seront inemployés. Afin de faciliter l'installation de jeunes agriculteurs dans la zone d'étude, diverses actions peuvent être envisagées. Pour mettre en relation l'agriculteur retraité et le jeune, des appels d'offres peuvent être diffusés et un observatoire des départs en retraite être instauré, avec, parallèlement, une formation aux spécificités de l'agriculture en milieu périurbain. Précisément, des cours sur le marketing direct, le droit foncier, l'organisation des travaux agricoles et, plus largement, sur les contraintes et les atouts de la proximité de la ville pourraient être dispensés.
- 21 L'accélération du phénomène de périurbanisation et l'appréciation des différentes missions attribuées par la société à l'agriculture (production de denrées alimentaires, protection de l'environnement, préservation des traditions, valorisation des déchets urbains et maintien d'espaces ouverts) ont suscité une prise de conscience de la nécessaire protection du territoire agricole. C'est d'abord l'argument de la production de denrées alimentaires qui a motivé les politiques. Aujourd'hui, la dimension économique est toujours présente, mais elle s'accompagne d'une nouvelle préoccupation : l'importance du cadre et de la qualité de vie pour favoriser l'agriculture en zone périurbaine. Encore faut-il connaître celle-ci. La diversité en est la principale caractéristique : diversité des systèmes de production, diversité des objectifs des agriculteurs (revenus principaux, patrimoine, revenus complémentaires, agrément de vie), diversité des circuits de commercialisation (vente directe sur le marché local, commercialisation par une filière contingentée et internationale). Selon le type de

fonctionnement, les nuisances sont plus ou moins fortes et les opportunités plus ou moins valorisées. L'approche privilégiée par cette étude est ciblée sur les exploitations agricoles. Elle paraît donc limitée dans la mesure où l'aménagement d'un territoire doit également prendre en compte des éléments indépendants des exploitations. Il semble donc tout à fait pertinent de compléter l'étude par des réflexions d'ordre urbanistique et paysager. Par ailleurs, la démarche de l'établissement des chartes agricoles entre élus et agriculteurs apparaît comme un outil de développement adapté dans les zones périurbaines, dans la mesure où elle favorise la concertation et permet une conciliation entre les demandes sociales et la nécessaire rentabilité économique des exploitations agricoles.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- BRYANT C., JOHNSTON T. R., *Agriculture in the City's Countryside*, Londres, Belhaven Press, 1992.
- BUNCE M., « Thirty Years of Farmland Preservation in North America : Discourses and Ideologies of a Movement », *Journal of Rural Studies*, vol 14, n° 2, 1998.
- CAPILLON A., MANICHON H., *Guide d'étude de l'exploitation agricole à l'usage des agronomes*, 2<sup>e</sup> éd., Paris INA-PG, 1991.
- DONNADIEU P., FLEURY A., « De l'agriculture périurbaine à l'agriculture urbaine », *Courrier de l'Environnement de l'INRA*, n° 31, 1997.
- PROST B., « L'agriculture périurbaine : analyse d'une marginalité », *Bulletin de l'Association des Géographes français*, 1994.

## NOTES

- \*. Article établi à partir d'un mémoire de fin d'études réalisé sous la direction de Marie-Laure Jeuland, enseignant-chercheur à l'Institut Supérieur Agricole de Beauvais.
1. M.Bunce, « Thirty Years of Farmland Preservation in North America : Discourses and Ideologies of a movement », *Journal of Rural Studies*, vol. 14, n° 2, 1998.
  2. B. Prost, « L'agriculture périurbaine : analyse d'une marginalité », *Bulletin de l'Association des Géographes français*, 1994.
  3. P. Donnadiou, A. Fleury, « De l'agriculture périurbaine à l'agriculture urbaine », *Courrier de l'Environnement de l'INRA*, n° 31, 1997.
  4. Marne-la-Vallée, Melun-Sénart, Cergy-Pontoise, Saint-Quentin-en-Yvelines et Évry.
  5. P.N.R. du Vexin Français, P.N.R. du Gâtinais Français et P.N.R. de la Haute Vallée de Chevreuse.
  6. La Municipalité Régionale de Comté est l'équivalent d'un département dans le découpage administratif français.
  7. C. Bryant, T.R. Johnston, *Agriculture in the City's Countryside*, Londres, Belhaven Press, 1992.



8. Il s'agit de la mécanisation et de la chimisation qui ont permis des gains de productivité favorisant le remembrement et l'agrandissement des exploitations.
  9. Il s'agit des aides compensatoires au prix de marché, des quotas de production, des taux d'intérêt bonifiés.
  10. En effet, les structures peuvent avoir une orientation économique à temps plein ou de travail à temps partiel ou encore d'activité de loisir.
  11. A. Capillon, H. Manichon, *Guide d'étude de l'exploitation agricole à l'usage des agronomes*, 2e Éd., Paris INA-PG, 1991.
  12. P. Donnadieu, A. Fleury, art cit.
- 

## RÉSUMÉS

Pris entre le développement urbain et la modernisation de l'agriculture, les espaces périurbains semblent trop contraignants pour garder des exploitations agricoles rentables. Pourtant, force est de constater qu'un certain nombre d'entreprises agricoles subsistent et tirent partie de la proximité de la ville. Afin de mieux comprendre leurs efforts d'adaptation et leurs contraintes, un programme de coopération franco-qubécois a permis de mener une étude sur ce thème dans la banlieue de Québec\*.

### Free research

What agriculture for peri-urban spaces ? The example of Beaupré coast in Québec

Caught between urban development and agricultural modernization, peri-urban spaces seem to be too restricting to keep profitable farming. However, such activities remain and take advantage of the proximity of the town. In order to better understand the adjustments and the restraints of these farms, a French-Quebecer cooperation programme has allowed to lead a research upon this subject, in the suburbs of Québec.

## AUTEUR

### MATTHIEU BACCHIALONI

Matthieu Bacchialoni est ingénieur en agriculture de l'Institut Supérieur Agricole de Beauvais. Son mémoire de fin d'études, *L'Agriculture de l'Ouest de la Côte de Beaupré. Vers une agriculture durable*, a été réalisé dans le cadre d'un programme de coopération franco-qubécois entre le Laboratoire de Recherches d'Agriculture Urbaine et la Direction Régionale de l'Agriculture de Québec. Pour ce mémoire, il a reçu le prix Xavier Bernard de l'Académie d'Agriculture de France.